

Climat, énergie, biodiversité. Contribution du CESE à la Convention citoyenne

Déclaration du groupe des Entreprises

Les enjeux climat-énergie et biodiversité sont une nouvelle fois au cœur de l'actualité. Ils sont pour nous intimement liés et le CESE s'est déjà exprimé de nombreuses fois sur ces sujets. Si nous pouvons regretter que ses préconisations aient été insuffisamment prises en compte, nous nous félicitons de cette nouvelle opportunité d'interpeller les pouvoirs publics.

Nous saluons la qualité du travail de synthèse effectué, précis et pertinent, réalisé dans un calendrier fortement contraint. L'enjeu est majeur : éclairer les citoyens qui composeront la Convention sur des sujets aussi essentiels que complexes et protéiformes. Consulter et associer des citoyens est important, utile et innovant mais le processus engagé ne doit pas masquer les fondamentaux : l'État doit assumer son rôle de pilote et de mise en cohérence des politiques nationales, les régions, les EPCI doivent avoir les outils pour en assurer un suivi cohérent, optimisant au maximum les moyens alloués. Sur ce sujet, nous nous inquiétons, après la suspension de la CCE, des leviers financiers qui devront être mis en œuvre. Si nous soutenons le principe d'une fiscalité écologique incitative, celle-ci doit s'accompagner d'une baisse au moins équivalente des taxes et impôts, sources de distorsions de concurrence pour les entreprises françaises. Sans compter la nécessaire remise à plat du système fiscal français dans son ensemble.

La société civile, et tout particulièrement les acteurs économiques, sont d'ores et déjà mobilisés. Ils sont au cœur des solutions et prennent des initiatives multiples. Ils ont besoin de clarté, de visibilité et de constance de la part des pouvoirs publics.

L'avis reprend les recommandations de notre Conseil en matière de réindustrialisation responsable, de soutien aux PME, d'économie circulaire, d'innovation, d'anticipation des mutations technologiques et professionnelles, d'évolution des métiers et des compétences. Elles sont essentielles, partagées, il faut maintenant les transformer en actes.

En soulignant le travail de qualité, le groupe des entreprises a voté favorablement.